

*Industrie, Sciences et Technologie*

**Une voix:** Combien d'emplois ont été créés?

**M. Peterson:** L'usine Inglis de Toronto est un exemple typique. Elle produisait une des meilleures machines à laver du Canada. Elle fermera ses portes et sa production sera confiée à la maison mère du Whirlpool en Ohio. C'est de là qu'elle desservira le marché canadien. Le ministre a parlé de possibilité d'intervention constructive dans l'économie canadienne. A-t-il jamais rencontré les représentants du syndicat qui essaie de reprendre la production de la série qui est abandonnée pour tout le marché nord-américain? S'il ne l'a pas encore fait, aurait-il l'obligance d'essayer de trouver avec les intéressés une solution avantageuse pour les Canadiens?

Dans le projet de loi C-3, il est question d'aide spéciale offerte par décret à des secteurs ou à des sociétés choisis par le gouvernement. Qu'a fait le gouvernement jusqu'à présent pour les sociétés et les travailleurs en difficulté?

Considérons, par exemple, Lumonics, un chef de file mondial de la technologie du laser. Désespérant d'obtenir au Canada les fonds nécessaires pour assurer l'expansion qui lui aurait permis de jouer un rôle de premier plan sur la scène mondiale, cette entreprise s'est vendue à la société japonaise Sumitomo. Si nous ne pouvons pas donner à ces nouvelles sociétés canadiennes à la fine pointe de la technologie mondiale le coup de pouce qui leur manque pour qu'elles puissent s'attaquer au marché mondial en restant sous contrôle canadien, notre situation est désespérée. Notre politique industrielle ne profitera pas aux Canadiens. Il est inacceptable de vendre à des sociétés étrangères la technologie avancée mise au point au Canada à l'aide des fonds publics.

• (1210)

Connaught est la principale entreprise canadienne dans le domaine de la biotechnologie. Elle fabrique le vaccin Salk et bien d'autres médicaments vendus dans le monde entier. Sous le gouvernement actuel, 51,6 p. 100 de ses actions ont été achetées par une société française contrôlée par le gouvernement Français qui s'était fixé comme objectif fondamental de mettre la main sur ce chef de file de la technologie mondiale.

A mon avis, le gouvernement fédéral se retire d'un programme qui offre de l'aide à tous les Canadiens qui respectent ses critères et qui donne un soutien que seuls les gouvernements, américain, français, japonais ou autre, peuvent accorder. Le gouvernement fédéral abandonne son rôle de soutien aux industries pour n'intervenir que dans certains cas seulement. Les crédits

consacrés à la tâche en question sont réduits de façon marquée, de plus de la moitié.

Le gouvernement sait fort bien que lorsqu'il tentera d'intervenir dans certains cas, il se heurtera à l'Accord de libre-échange. Aussitôt qu'il apportera une aide quelconque à une entreprise donnée, les Américains s'y opposeront. Des subventions de ce genre pourront faire l'objet de droits compensateurs en vertu de la législation américaine et le gouvernement prétendra qu'il ne peut agir, car il a signé avec les Américains un accord sacré qui l'empêche de poursuivre la politique qu'il souhaiterait appliquer. Il déclarera qu'il ne peut plus mettre en oeuvre une politique destinée à aider certaines industries et entreprises canadiennes, car cela irait à l'encontre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

L'un des principaux outils qui était essentiel au gouvernement, afin de mener à bien les pieuses tâches dont a parlé le ministre, c'était qu'il pouvait jouer un rôle créatif d'intervention, d'aide et de soutien en collaborant avec des entreprises canadiennes.

Il y a également un danger de népotisme. Les programmes d'assistance prévus en vertu de l'article 9, intitulé «Aide spéciale» sont mis en oeuvre par décret du conseil plutôt qu'en respectant des critères bien établis en fonction desquels n'importe quel Canadien peut présenter une demande d'aide. Il s'agit de décisions prises directement au niveau politique. Les risques de népotisme sont très élevés.

On a pu constater déjà que le gouvernement n'hésite pas à se servir de leviers économiques pour atteindre d'autres objectifs politiques qu'il a à l'esprit. Il a notamment octroyé des contrats de construction de frégates en retour d'un appui à l'Accord de libre-échange. Il a, en outre, offert de prolonger la transcanadienne en retour d'un appui à l'Accord du Lac Meech. Ce n'est pas là la voie qu'on doit suivre en l'occurrence.

On peut prétendre que le gouvernement sera objectif. Or, au cours des dernières semaines, le gouvernement n'est venu en aide directement qu'à une seule entreprise, la société American Express. Même si cinq des neuf lignes directrices sur l'acceptation de banques étrangères au Canada ont été violées, le ministre des Finances (M. Wilson) a annoncé que la société American Express pourrait venir s'établir au Canada, du moins jusqu'à ce que nous soulevions un tollé à la Chambre. C'est là le genre de népotisme politique auquel le gouvernement entend se livrer. Il a déjà démontré que ce sera là sa spécialité. La société American Express a dirigé le mouvement en faveur du libre-échange aux États-Unis.